



L'Europe de la défense

Vers un partenariat plus équitable entre Europe et les États-Unis

Mémoire de géopolitique

du commandant Jeffrey KULMAYER

dans le cadre de l'étude dirigée « l'Europe en construction
(aspect sécurité / défense) »

Directeur : Professeur André BRIGOT
de l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

- 1) Mémoire intitulé « L'Europe de la défense » GKULMAYJ0604
- 2) Commandant (terre) KULMAYER Jeffrey (Etats-Unis)
- 3) 06 Avril 2001
- 4) Collège Interarmées de Défense, Division B, groupe B4
- 5) Mémoire de géopolitique dans le cadre de l'étude dirigée « l'Europe en construction (aspect sécurité / défense) », Directeur M. André BRIGOT
- 6) Résumé :

L'Europe de la défense est une initiative de l'Union Européenne pour créer une capacité de défense et de politique européenne autonome. Sa création est une longue suite historique et pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, elle permettra de rendre aux européens le pouvoir de décision en matière de défense collective. Pour que l'Europe de la défense réussisse, elle doit convaincre à l'intérieur de l'Europe, et plus encore, vaincre la résistance des États-Unis. Pendant que l'Europe de la défense évolue, les États-Unis, à travers l'Organisation du Traité Atlantique Nord, sont confrontés à la remise en cause de leur rôle prédominant en matière de sécurité européenne.

Ce mémoire décrit le développement de la capacité de défense autonome de l'Europe. Il examine le rôle des États-Unis dans l'environnement de la défense de l'Europe et le changement fondamental apporté à la domination américaine sur les questions de défense en Europe. Il conclut que l'Europe de la défense est en marche et amènera un rééquilibrage des relations Europe Amérique.

- 7) EUROPE DE LA DÉFENSE–UNION EUROPÉENNE–OTAN–ÉTATS-UNIS

L'Europe de la défense

Sommaire

**Partie I :
Structure européenne de la sécurité**

**Partie II :
La vision de l'Europe de la défense**

**Partie III :
Les institutions de l'Europe de la défense**

**Partie IV :
Réalité de l'Europe de la défense**

**Partie V :
Les États-Unis et l'Europe de la défense**

**Partie VI :
Défis de l'Europe de la défense**

L'Europe de la défense

Table des matières

	page
Introduction	6
Partie I : Structure européenne de la sécurité	9
1.1 L'Union Européenne	9
1.2 L'Union de l'Europe Occidentale	10
1.3 L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	11
Partie II : La vision de l'Europe de la défense	11
2.1 Premières tentatives	11
2.2 Retour de l'Union de l'Europe Occidentale	14
Partie III : Les institutions de l'Europe de la défense	15
3.1 L'Union Européenne et la Politique Étrangère et de Sécurité Commune	15
3.2 L'effet Bosnie	16
3.3 Le double rôle de l'Union de l'Europe Occidentale	17
3.4 Garder la sécurité européenne au sein de l'OTAN : L'Identité Européenne de Sécurité et de Défense	19
Partie IV : Réalité de l'Europe de la défense	20
4.1 Saint-Malo : une capacité autonome pour l'Europe	20
4.2 L'effet Kosovo	22
4.3 La Politique Étrangère de Sécurité et de Défense : M. PESC et les tâches de Petersberg	23
4.4 Helsinki et « le Headline Goal »	25
Partie V : Les Etats-Unis et l'Europe de la défense	27
5.1 Trois écoles de pensée	27
5.2 Visions divergentes de la sécurité de l'Europe : France contre les États-Unis	29
5.3 La « salade de sigles » européenne et les attitudes américaines	29
5.4 « NATO first » : la primauté de l'OTAN...et les « trois D »	31
Partie VI : Défis de l'Europe de la défense	33
6.1 Ressentiment mutuel	33
6.2 Réalité ou illusion : capacités et influence	34
6.3 Qui va diriger l'Europe ?	36
6.4 Confrontation ou coopération : l'Amérique doit choisir	37
Conclusion	38

L'Europe de la défense part d'une réalité fondamentale : les Européens partagent de nombreux intérêts économiques, sociaux et de sécurité quotidienne. Ils partagent l'aspiration à une union de démocraties stables dans un environnement stable. Cet attachement a fondé la construction européenne depuis ses débuts ; elle anime aujourd'hui nos efforts en vue d'une défense européenne.

*(M.Alain Richard, Ministre de la Défense, France
« L'Europe de la défense », Défense Nationale, janvier 2001)*

Introduction

A l'issue de la Guerre Froide, il a semblé que le temps était venu pour l'Europe de la défense. Cependant, le chemin a été difficile entre sa conception et sa réalisation encore évasive. Subsistent des questions sans réponse : forme institutionnelle, direction politique, ressources et par-dessus toute incertitude quant à la place des Etats-Unis dans des arrangements pour et avec la nouvelle Europe. La culture transatlantique qui insiste sur la dépendance européenne en matière de sécurité collective représente une ombre sur le projet en cours de rééquilibrage de l'Alliance Euro-Américaine. Le prestige et le pouvoir actuels des Etats-Unis les incitent à adopter une politique ambiguë vis-à-vis de l'ambition de leurs alliés.

L'Europe a changé radicalement pendant la dernière décade et des défis fondamentaux sont nés vis-à-vis du partenariat transatlantique. L'Europe, enfin, progresse en matière d'intégration de sa politique étrangère et de sa défense mais ne peut avancer qu'à la vitesse des plus lents. La construction de la défense européenne autonome dépend de deux facteurs : le premier est la volonté de l'Europe de supporter des responsabilités plus importantes. Le seconde tient au fait que les Etats-Unis doivent encore se déterminer pour savoir si leur sécurité est mieux assurée en dominant la défense européenne ou en partageant réellement la direction de celle-ci avec les européens.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis ont considéré tout effort de création d'une politique autonome européenne pour les affaires étrangères et la sécurité comme une menace vis-à-vis de l'Alliance Atlantique. L'autonomie est le mot clé. La position des Etats-Unis n'a pas tellement évolué depuis que Washington a accepté avec regret de voir une « identité » européenne séparée établie à l'intérieur de l'OTAN¹. Elle préférerait un « pilier » européen renforcé pour aller dans le sens de l'effort commun mais les Européens espéraient mieux. Washington a alors accepté que l'OTAN délègue des tâches limitées aux forces européennes avec un commandant européen. L'OTAN, c'est à dire Washington, conserverait un droit de veto sur tout ce qui était fait.

¹ William Pfaff, « For Sovereignty Europe Must Have Its Own Defense », International Herald Tribune (30/05/00)

Ceci a été remplacé par la décision de l'Union Européenne (UE) d'établir une politique commune pour les affaires étrangères et la sécurité avec une force militaire à l'appui. Le compte à rebours a commencé lorsque les décideurs de l'UE ont annoncé leur intention de créer une force de réaction rapide d'ici 2003, à même d'agir de façon autonome, en déployant jusqu'à 60.000 soldats à l'étranger et en les y maintenant pendant au moins un an. Ils ont également annoncé leur intention de créer un nouveau Comité Politique et de Sécurité, un état-major militaire à même de conseiller les dirigeants de l'UE et un Comité Militaire de défense calqué sur celui de l'OTAN². Après plusieurs décades de tentatives avortées pour construire une force militaire européenne solide, cette déclaration a été clairement perçue comme une manifestation de la volonté nouvelle de l'Europe de prendre davantage de responsabilités pour sa propre défense et peut-être même comme un projet d'indépendance. Contrairement à nombre de ses tentatives précédentes, la nouvelle initiative de l'Europe semble sérieuse et bénéficie d'une réelle intention politique et d'un dynamisme fort.

Que fera la force européenne ? S'agit-il de soi-disant « tâches de Petersberg » (appelées ainsi pour rappeler le nom de la ville allemande où elles ont été définies) : missions humanitaires, et de maintien ou rétablissement de la paix. Les Etats-Unis ont indiqué que l'Europe n'a pas besoin d'une armée indépendante pour régler les « tâches de Petersberg » et se sont demandé si créer une telle armée européenne résoudrait un problème ou en créerait un.

Par la suite, les Etats-Unis ont acquiescé à l'initiative mais leur avis reste que cela n'est pas nécessaire, que cela représente un gaspillage d'argent et d'énergie européens qui devraient être consacrés à améliorer l'OTAN. Les Américains prétendent que les nouveaux dispositifs institutionnels européens en matière de défense ne sont qu'une réplique inutile des structures de l'OTAN et ont annoncé qu'une force de l'UE qui ne serait pas en phase avec l'OTAN pourrait amener le Congrès à la conclusion que les Européens ne souhaitent plus les Etats-Unis comme partenaire en matière de sécurité³.

Les Européens ont répondu que sans une politique et une armée indépendante, l'Europe n'est pas souveraine. L'Union Européenne a un seul marché et une seule

² James Graff, « Ready Aim React », Time (4 décembre 2000)

³ Anton La Guardia, « America Tries to Stop EU Going It Alone on Defense », The Daily Telegraph (16/12/00)

devise. Ses principaux membres sont désormais convaincus qu'elle doit avoir une politique unique en matière de sécurité. En conclusion, ceci revient à une revendication d'autonomie par rapport aux Etats-Unis. Si Washington ne le comprend pas ou encore, bien qu'en le comprenant, les Etats-Unis tentent néanmoins de s'y opposer en forçant les Européens à choisir entre l'Europe et les Etats-Unis, l'Union Transatlantique va très certainement être rompue.

Les pays soutenant cette démarche vers une force militaire européenne indépendante sont les anciennes grandes puissances européennes : Angleterre, France et Allemagne. Ce qu'ils font correspond à une réalité de base de l'existence politique. La souveraineté n'existe pas sans les moyens militaires à même de la défendre⁴. Les nations européennes n'ont pas été entièrement souveraines depuis la seconde Guerre Mondiale. L'intervention de l'OTAN au Kosovo a démontré à quel point ils sont devenus subordonnés à Washington. A présent, ils souhaitent exercer le pouvoir politique équivalent à leur poids économique et industriel.

⁴ William Pfaff, « For Sovereignty Europe Must Have Its Own Defense », International Herald Tribune (30/05/00)

Partie I - Structure européenne de la sécurité

Le défi de créer l'Europe de la défense est compliqué par le fait que nombre d'organisations traitent déjà de la sécurité et par la confusion entretenue sur leur rôle respectif. Toutes les organisations de l'architecture européenne de la sécurité ont été créées à diverses époques et dans des situations différentes. Il est essentiel d'établir un bref résumé pour comprendre les buts et objectifs particuliers de l'UE, de l'ex UEO et de l'OTAN et les changements que ces institutions ont subis depuis la fin de la Guerre Froide⁵.

L'Union Européenne

En 1957, le Traité de Rome a été signé comme devant servir de structure de base pour une future intégration économique et politique. Au sommet de Maastricht en décembre 1991, les pays de la Communauté Européenne ont adopté un Traité sur l'Union Politique et un Traité sur l'Economie et l'Union Monétaire, qui forment ensemble le Traité de l'Union Européenne (UE). L'UE a adopté nombre de fonctions ayant des significations fondamentales pour la sécurité de l'Europe. En interne, elle sert de lien entre les grandes puissances européennes et fournit une stabilité par l'intégration en offrant une structure stable pour les démocraties qui pourront se développer et prospérer. Les pays membres de l'UE ont réussi un degré d'intégration qui les rend dépendants les uns des autres. Vis-à-vis de l'étranger, il contribue à un processus de stabilisation en Europe par des moyens politiques et économiques.

Par l'adoption du Traité de Maastricht, les membres de l'UE se sont engagés à une politique commune vis à vis de l'étranger et en matière de sécurité. Ladite politique commune devait assumer la responsabilité de toutes les questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la mise en place d'une politique de défense commune, qui pourrait, à terme, amener à une défense commune compatible avec l'Alliance Atlantique. L'Union devait demander aux pays de l'Union de l'Europe Occidentale, UEO (ce qui est décrit dans le Traité comme

⁵ Anne-Else Hojberg, « The European Security Structure : a Plethora of Organizations », Revue de l'OTAN (nov 1995). Sont également incluses des descriptions des Nations Unies, de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, et le Conseil de l'Europe.

étant une partie intégrante du développement de l'Union) pour mettre en pratique les décisions de l'Union ayant trait à la défense.

L'Union de l'Europe Occidentale

L'UEO a évolué par rapport aux conditions de l'Europe des lendemains de la seconde Guerre Mondiale. La principale préoccupation des états européens immédiatement après la guerre a été d'empêcher la réapparition d'une Allemagne agressive. Dans cette optique, les puissances européennes (France, Angleterre et les nouveaux membres du BENELUX) ont signé le Traité de Bruxelles le 27 mars 1948. Le Traité a établi un forum de collaboration politique et militaire par la formation de l'Union Occidentale, connue sous le nom de l'Organisation du Traité de Bruxelles, précurseur de l'Union de l'Europe Occidentale.

La détérioration des relations entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique a modifié les priorités des états européens en matière de sécurité. L'Allemagne n'était plus la menace. Cette menace était l'URSS. Et la question fondamentale en matière de sécurité est devenue l'intervention des Etats-Unis dans la sécurité européenne.

La signature du Traité Nord Atlantique d'avril 1949 et la création de l'OTAN ont concrétisé ce point. En décembre 1950, le mécanisme de défense récemment créé par l'Union de l'Europe Occidentale a été remis entre les mains de l'OTAN. Sur la base des modifications de 1954 de ce Traité, l'Union de l'Europe Occidentale est restée quasiment en sommeil, et a commencé à évoluer seulement dans les années 1980, suivant une structure tendant à renforcer l'identité européenne en matière de défense. Par la suite l'UE a demandé à l'UEO d'occuper un second rôle pour permettre à l'UE de mettre en place les mesures prises dans le cadre de sa Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) relatives à la défense, tout en renforçant en même temps le pilier européen de l'Alliance de l'OTAN.

Avec le Traité de Maastricht, l'UEO est devenue une partie intégrante du développement de l'Union Européenne. En 1994, l'OTAN a reconnu l'importance du rôle joué par l'UEO et a aidé à son développement en montrant son désir de mettre à disposition les biens collectifs sur la base d'une consultation du Conseil Nord Atlantique pour les opérations UEO entreprises par les alliés européens dans le cadre de leur PESC. Le débat sur les relations futures de l'UEO avec l'UE a été résolu l'année dernière par l'incorporation par l'UE de l'UEO dans une dimension

de défense européenne comme 4^{ème} pilier de l'UE. L'UEO a alors en grande partie été absorbée par l'UE.

Organisation du Traité de L'Atlantique Nord

L'Organisation du Traité de L'Atlantique Nord a été établie en 1949 comme organisation de défense destinée à renforcer la démocratie en Europe et à sauvegarder collectivement les territoires des états membres. L'organisation a été établie pour s'opposer aux politiques et méthodes expansionnistes de l'Union Soviétique. La signification de l'OTAN repose sur le fait que c'est une organisation à la fois politique et militaire importante, en raison pour ce dernier rôle d'une coopération étroite des états membres par le biais de sa structure militaire intégrée. En 1991, l'OTAN a adopté un nouveau Concept Stratégique qui reconnaissait les changements radicaux intervenus récemment dans le monde en plus particulièrement en Europe. Le concept voulait que les politiques et forces de l'OTAN s'adaptent à ces changements. Un des points les plus importants pour les politiques futures de l'OTAN sur lesquels les Alliés se sont accordés, est que les membres européens de l'OTAN devraient assumer une responsabilité plus importante relativement à leur propre sécurité « burden-sharing ». En particulier, les responsables de l'OTAN ont jugé que le développement de l'identité européenne de sécurité et le rôle de défense se traduisant par le renforcement du pilier européen au sein de l'Alliance allaient renforcer l'intégrité et l'efficacité de l'Alliance Atlantique. A l'époque, il n'y avait absolument aucun concept portant sur la manière dont cela allait se réaliser. Mais le contexte clé de l'insistance des Alliés pour un pilier européen plus fort était que l'OTAN demeure le forum essentiel de consultation parmi les membres et le lieu de conclusion des accords sur les politiques touchant à la sécurité et aux engagements de défense des Alliés.

Partie II - La vision de l'Europe de la défense

Premières tentatives

La notion selon laquelle l'Europe devrait légitimement aspirer à construire sa propre institution de sécurité dans un état de relative autonomie par rapport aux Etats-Unis n'est pas du tout un phénomène nouveau. Depuis les dernières années

de la seconde Guerre Mondiale, les stratèges anglais et français ont cherché des schémas pour la création dans le monde d'après guerre, d'une communauté de sécurité incluant les principaux pays d'Europe de l'Ouest. Les ébauches de ce qui serait connu comme l'Union Occidentale étaient les traités sur la défense de 1947 (Dunkerque) et 1948 (Bruxelles), et tous deux ont la même base qui consiste à penser que la sécurité européenne pourrait et devrait essentiellement être entreprise par les pouvoirs européens eux-mêmes⁶. Cependant, avant même que le Traité de Bruxelles n'ait le temps de sécher, ce qui peut être considéré comme le premier pas réel vers la Communauté Européenne, le contexte de la sécurité européenne avait radicalement changé à travers les prémisses de la Guerre Froide et l'émergence de la Russie (faisant suite à l'Allemagne) comme étant le principal danger pour la paix.

Ce changement a eu deux conséquences principales : tout d'abord, il est rapidement devenu évident que les pouvoirs européens n'étaient pas en mesure du tout de garantir leur propre sécurité ; la France était d'ores et déjà embourbée dans une guerre coloniale qu'elle ne pouvait pas gagner en Indochine. L'Angleterre était fatiguée économiquement et très affaiblie avec des prétentions impérialistes insatiables. L'Allemagne était en ruines. L'Italie allait un peu mieux et l'Espagne était ailleurs. Les Européens avaient peut-être des plans pour mettre en commun leur acier et leur charbon, mais ils étaient incapables de se défendre. Il était également évident que la sécurité européenne pouvait seulement être assurée de façon effective par les Etats-Unis, à qui la France et l'Angleterre avaient demandé de façon pressante de créer une alliance très étroite entre les deux continents au sein de la Communauté de Sécurité Atlantique⁷.

Pourtant, l'intention de ceux qui ont établi la structure du Traité de Washington en 1949 n'était pas que les Etats-Unis émergent au sein de comme le pays qui était « beaucoup plus égal que les autres » en raison de son hégémonie incontestable.⁸ En fait, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord semblait à sa base dédiée au développement de deux piliers militaires quasiment égaux dont la combinaison était perçue comme créant une relation clairement positive. Cependant, le concept de pilier égalitaire n'a jamais existé.

⁶ Jolyon Howorth « European Integration and Defense : The Ultimate Challenge », Chaillot Paper 43 Institut d'Etudes de Sécurité, UEO (novembre 2000)

⁷ Ibid

⁸ Ibid

C'est l'urgence créée par le début de la guerre de Corée en 1950 qui a fait dévier l'OTAN de son objectif initial relativement équilibré vers une alliance hégémonique dominée par les Etats-Unis. En septembre 1950, le Président Truman a augmenté de façon considérable les troupes américaines déployées en Europe. Le Congrès américain a en conséquence approuvé ce renforcement sur la base d'une résolution insistant sur le fait que le chef des armées atteste que les alliés européens faisaient un effort réaliste au nom de la défense européenne⁹. Ceci a été le point de départ au sein du partenariat euro-atlantique d'une tendance permanente des Etats-Unis à se plaindre d'avoir assumé l'essentiel du fardeau, et à menacer l'Europe de dissoudre l'Alliance si les Européens n'étaient pas perçus comme supportant leur part. Ce trait de caractère de la relation Europe-USA devait avoir des conséquences très significatives au milieu des années 90.

L'hégémonie américaine depuis 1950 est devenue à la fois la force nécessaire qui a donné à l'Alliance sa crédibilité et sa direction, et le facteur irritant qui a poussé la France à se retirer des structures militaires intégrées (1966). Cette hégémonie a été également la source de nombre de crises périodiques nées de tensions transatlantiques qui ont ponctué l'histoire de l'Alliance.

Les tentatives pour imaginer des schémas de partage des charges qui aboutiraient quasiment à une structure de type « bipolaire » ont toutes échoué en raison de deux écueils jumeaux résultant des divisions européennes et des hésitations américaines. Les divisions américaines ont pris la forme de réactions contradictoires à une succession d'initiatives françaises ayant pour objectif essentiel de donner à l'Europe au moins autonomie relative (Communauté Européenne de Défense, plan Fouchet, Traité franco-allemand et Coopération Economique Européenne)¹⁰. Bien que certains pays (Belgique, Luxembourg et dans une moindre mesure Italie, et voire l'Allemagne) aient écouté les ambitions européennes de la France, le soutien ne s'est jamais manifesté beaucoup plus avant. D'autre part, le Danemark, la Grèce, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume Uni faisaient montre d'une opposition farouche.

Les nations européennes étaient également divisées, mais de façon différente, dans leur réponse au dilemme politique posé par l'intégration : comment mettre en

⁹ Jolyon Howorth « European Integration and Defense : The Ultimate Challenge », Chaillot Paper 43 Institut d'Etudes de Sécurité, UEO (novembre 2000)

¹⁰ Ibid.

commun l'essence même de la souveraineté, la responsabilité de la défense nationale. Les Européens étaient dans l'impossibilité de décider ce qui était le moindre mal : intégration de la défense ou hégémonie des Etats-Unis. L'ambivalence américaine face à l'Europe en tant que puissance partenaire devait demeurer présente pendant toute l'histoire de l'OTAN. Les Etats-Unis reconnaissent le besoin de l'Alliance mais (en particulier le Congrès) n'en dans cette alliance acceptent pas toujours le coût, et parfois, en refusent même l'engagement américaine. Washington exige d'en conserver l'hégémonie mais demande régulièrement que les Européens prennent à leur charge une part plus importante, et de temps à autre, songe à un nouvel isolationnisme. En bref, les Etats-Unis n'ont jamais clairement décidé si leur sécurité était mieux assurée en dominant l'Europe ou en s'en retirant¹¹.

Retour de l'Union de l'Europe Occidentale

La fin de la confrontation bipolaire en Europe a créé une occasion unique pour l'Union de l'Europe Occidentale de redéfinir son rôle futur en termes de sécurité européenne après une longue période d'hibernation imposée par les conditions de la Guerre Froide. L'étendue de son rôle est en rapport avec les événements survenus au sein de l'OTAN et de l'Union Européenne depuis le premier contact de l'UEO avec l'OTAN, alors à ses débuts, et en conséquence, aux différentes tentatives des Etats européens pour la création d'une force européenne autonome.

Au début des années 80, la réactivation de l'UEO avec l'adoption de la Déclaration de Rome a souligné la détermination des Européens à accroître la coopération en termes de politique de la sécurité. Ce renouveau de l'UEO faisait suite d'une part à des inquiétudes sur le relâchement du lien transatlantique, d'autre part à l'annonce par les Etats-Unis de leur intention de créer une « Initiative de Défense Stratégique » sans consulter les Européens, et enfin, à la « Crise des Euromissiles »¹².

Une autre impulsion dans le sens de la restauration de l'UEO a été donnée lors du Sommet de Reykjavik en octobre 1986. Les négociations entre les deux super-pouvoirs pour le retrait des armes nucléaires de moyenne portée ont posé des

¹¹ Aikatarini Hatjiadoniou « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

¹² Panos Tsakaloyannis, The Reactivation of the Western European Union : the Effects on EC and its Institutions, European Institute of Public Administration 1985

dilemmes essentiels en matière de sécurité pour les Européens. Les Européens pouvaient-ils toujours compter sur la protection nucléaire des Etats-Unis ? Dans le cas contraire, devaient-ils seulement renforcer le pilier européen de l'OTAN ou devaient-ils créer un système de défense européen autonome ? La réponse à ces questions a défini la future nature de l'UEO.

En octobre 1987, l'UEO a adopté la Tribune de la Haye (sur les Intérêts de la Sécurité Européenne)¹³. La tribune a clairement choisi de promouvoir l'effort de défense européen au sein de l'Alliance en renforçant le pilier européen de l'OTAN. Cependant, ladite intention d'améliorer l'UEO en améliorant les relations avec l'OTAN n'a pas apporté la réforme statutaire à même de la transformer en une organisation effective traitant des tâches opérationnelles et des sujets relatifs à la défense. Jusqu'à la signature du Traité de Maastricht, l'UEO nouvellement réactivée n'a développé ses opérations que dans des situations de crise et de façon marginale.

Partie III - Les institutions de l'Europe de la défense

L'Union Européenne et la Politique Etrangère et de Sécurité Commune

A la signature du Traité de Maastricht en décembre 1991, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, les Européens ont fait le premier pas pour déterminer le rôle de l'Europe en matière de défense et de sécurité à un niveau statutaire. Dans cet accord, les membres de l'Union Européenne ont indiqué leur détermination pour appliquer une politique étrangère et de sécurité commune, comprenant la formation future d'une politique de défense commune qui, à terme, devait conduire à la création d'une défense commune. Ceci est connu sous le nom de politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC).¹⁴

L'établissement d'une collaboration systématique entre les membres, l'adoption de positions communes et l'application progressive d'actions communes en matière d'intérêts communs importants pour les membres étaient nécessaires pour la réalisation de la PESC. Concernant la défense, il a été décidé que l'Union de

¹³ Conseil Ministériel de l'UEO, Tribune sur les Intérêts de la Sécurité Européenne, La Haie 27 octobre 1987 (site web officiel de l'UEO)

¹⁴ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

l'Europe Occidentale constituait la structure statutaire appropriée au sein de laquelle se développerait la dimension de défense de la PESC. De plus, le Traité insistait sur le fait que le développement d'une sécurité et défense européenne authentique cohabiterait en complément de l'OTAN.¹⁵

L'effet Bosnie

La signature du Traité aurait été un moment unique de l'histoire européenne sans le déclenchement de la crise en Yougoslavie. Au début, l'UE a considéré le problème des Balkans comme une occasion de prouver la capacité de l'Europe à gérer une crise qui constituait une menace pour sa stabilité et sécurité.

Cependant, les faits n'ont pas confirmé ces attentes. Au contraire, la crise a prouvé que les Etats européens étaient dans l'incapacité de s'accorder sur une stratégie commune pour faire front contre une crise, mettant ainsi en évidence le manque de désir politique d'harmonisation des choix nationaux pour les points touchant la défense et la sécurité. L'absence d'opinions convergentes concernant la crise yougoslave a fortement ébranlé la crédibilité de l'UE. Comme Henry Kissinger l'avait indiqué à l'époque « Les démocraties occidentales, avec les meilleures intentions, ont rendu inéluctable ce qui était probable »¹⁶

De plus, l'Europe a montré que dès l'instant que les Etats-Unis ne s'impliquaient pas, comme c'était le cas au tout début de la crise yougoslave, les moyens militaires de l'Europe restaient limités. L'Europe n'était même pas prête à regrouper les forces des états membres de l'UEO sous un seul commandement, même en application des mesures décidées par les Nations Unies.

Le désaccord radical entre les membres de l'UE concernant le rôle de l'Europe en matière de sécurité est apparu au plein jour. Les dispositions du Traité de Maastricht concernant la PESC ont été le résultat d'un compromis entre les soi-disant pro-atlantiques menés par le Royaume Uni et les soi-disant pro-européens derrière la France et l'Allemagne¹⁷. Le Traité de Maastricht a été l'occasion d'un accord assez fragile entre les pro-européens et les pro-atlantiques, reconnaissant la primauté de l'OTAN à court terme et définissant de façon claire le chemin restant à parcourir pour l'évolution future de l'Europe des pro-européens indépendants. A la

¹⁵ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

¹⁶ International Herald Tribune 21 septembre 1992

¹⁷ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998- 2000

suite de l'échec en Yougoslavie, le fossé entre les deux approches s'est encore creusé en semant davantage de confusion au sein de l'UE, particulièrement sur le point de savoir si l'Europe devait après tout réclamer une identité autonome en matière de sécurité et de défense.

Le double rôle de l'Union de l'Europe Occidentale

Par un processus parallèle de transformation de l'OTAN et de promotion de la PESC par l'UE, l'UEO devait développer un double rôle. Tout d'abord, en tant que premier composant de la défense dans le cadre du processus d'unification européenne (selon le Traité de Maastricht), par ailleurs comme moyen de renforcement du pilier européen de l'Alliance (selon la Déclaration de Rome de 1991 de l'OTAN)¹⁸. En d'autres termes, son rôle était de devenir le lien opérationnel entre l'OTAN et l'UE, et de matérialiser l'amélioration du lien transatlantique.

L'UEO devait accomplir une tâche complexe pour réussir une transformation réelle lui permettant de remplir son rôle futur parce que :¹⁹

- le manque d'homogénéité entre les membres des trois organisations posait un problème qui n'avait pas encore été résolu. L'OTAN et l'UE comptaient des nations qui n'étaient pas membres de l'UEO. Comment l'UEO pouvait-elle fonctionner en tant que lien statutaire entre les deux en matière de défense et sécurité européennes ?
- il convenait de déterminer le champ d'action et de promouvoir les rôles opérationnels (structures et moyens) compatibles avec l'OTAN.
- la relation de l'UEO entre l'OTAN et l'UE devait être précisément définie.

Pour faire face au premier problème, les membres de l'UEO ont invité les états qui étaient membres de l'Union Européenne (Grèce, Danemark, Irlande) à rejoindre l'UE, ou à devenir Observateurs s'ils le désiraient. La Grèce est devenue le 10^{ème} état membre en mars 1995. L'Irlande et le Danemark ont également rejoint l'Organisation en tant qu'Observateurs. Par la suite, l'Autriche, la Finlande et la Suède sont devenues des Observateurs, après leur adhésion à l'UE en 1995. Simultanément, d'autres états européens membres de l'OTAN ont été invités à

¹⁸ Le rôle de l'Union de l'Europe Occidentale et ses relations avec l'Union Européenne et avec l'Alliance Atlantique, Maastricht, 10 décembre 1991

¹⁹ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

devenir des membres associés de l'UEO, statut qui leur permettrait de participer pleinement aux activités de l'Organisation. L'Islande, la Norvège et la Turquie sont devenues membres associés à cette époque. Le statut d'associé partenaire avait également été créé. Il couvrait les pays de l'Europe Centrale et de l'Est qui avaient signé un Traité Européen avec l'UE. En conséquence, à partir de 1994, l'UEO a accueilli en tant qu'associés partenaires les 10 nouvelles démocraties de l'Europe Centrale et de l'Est : la Bulgarie, la république Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie²⁰

S'agissant de la promotion des rôles opérationnels de l'UEO, le 19 juin 1992, le Conseil de l'UEO a défini les missions qui seraient remplies par l'Organisation. Connues sous le nom de « tâches de Petersberg »²¹, elles comprenaient 3 catégories de missions :

- 1) missions humanitaires et de secours
- 2) maintien de la paix
- 3) tâches des forces de combat dans la gestion de crises, y compris rétablissement de la paix

De plus, le Conseil a décidé d'établir une cellule qui serait responsable de :

- 1) préparer la planification de l'emploi des forces sous les auspices de l'UEO.
- 2) préparer les recommandations pour la mise en place des structures de commandement, de contrôle et de communications(3CI), ainsi que des procédures de constitution des quartiers généraux qui pourraient être choisis.
- 3) mise à jour d'une liste d'unités et de combinaisons d'unités qui pourraient être allouées à l'UEO pour des opérations spécifiques.

Enfin, le premier pas a été fait vers la détermination de la structure générale des unités militaires dédiées à l'UEO. Les membres de l'UEO ont déclaré qu'ils étaient prêts à mettre à disposition d'une force européenne, des unités militaires appartenant à leurs forces armées conventionnelles pour des tâches militaires conduites sous l'autorité de l'UEO. Ceci a été suivi par l'annonce que l'Eurocorps (Belgique, France, Allemagne / ensuite Espagne et Luxembourg), la Division Multinationale (centrale) composée d'unités de Belgique, d'Allemagne, des Pays

²⁰ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

²¹ Déclarations de Petersberg du Conseil des Ministres de l'UEO, Bonn, 19 juin 1992

Bas et du Royaume Uni, et les forces amphibies Royaume Uni/Pays Bas, seraient dédiés à l'UEO ²².

Un progrès avait été fait sur la façon dont la relation transatlantique pouvait se développer en matière de sécurité et de défense, et particulièrement sur la coopération entre l'UEO et l'OTAN. Malgré la tenue de sessions communes entre l'UEO et le Conseil de l'OTAN, ce n'est qu'en mai 1996 qu'un accord sur la sécurité a été trouvé entre eux, permettant l'échange d'informations et de documents confidentiels entre les deux organisations ²³. Le concept de Groupe de Forces Interarmées Multinationales (GFIM) avait été créé par l'OTAN pour fournir le mécanisme d'une coopération effective avec l'UEO. Mais le fait que l'UEO et l'OTAN considèrent qu'ils auraient tous deux des responsabilités dans les opérations de paix et de gestion de crises signifiait que la division des tâches entre ces deux organisations serait un problème pratique à résoudre.

Le progrès était moindre dans les relations entre l'UE et l'UEO en raison de la carence des états européens dans la matérialisation d'une PESD. C'est la raison principale pour laquelle l'UEO a été marginalisée lors de la crise yougoslave. Bien que l'UEO ait eu un déficit opérationnel pour agir de façon décisive en Bosnie, la réalité était que l'UEO souffrait davantage d'un déficit politique.

Garder la sécurité européenne au sein de l'OTAN : L'Identité Européenne de Sécurité et de Défense

Les leçons tirées de la Bosnie auraient dû encourager les Européens. Cependant, curieusement, les européens ont réagi au problème de Bosnie non pas avec l'intention de renforcer l'UE comme alternative à l'OTAN, mais plutôt par un nouvel engagement de renforcer l'OTAN lui-même. Même la France amorça un rapprochement dont le point d'orgue fut son intention de rejoindre la structure militaire intégrée de l'OTAN. ²⁴ (L'intention abandonnée après l'échec des négociations concernant le commandement sud de l'OTAN)

Avant la crise yougoslave, l'OTAN avait déjà pris la décision d'adapter ses standards aux capacités croissantes d'une Europe en matière de sécurité, afin de

²² Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

²³ M.Liapis, « Assembly of Western European Union : The Future Role of WEU » 13 novembre 1996 (site web officiel de l'UEO)

²⁴ Charles Millon, Ministre de la Défense (France) « France and the renewal of the Atlantic Alliance » 1996

permettre aux Européens de traiter leurs problèmes dans le contexte de l'Alliance Transatlantique. Le rapprochement partiel de la France avec l'OTAN, particulièrement après l'annonce en 1995 par le Ministre de la Défense français de l'intention de son pays d'améliorer les relations avec l'OTAN, a ouvert le chemin à une amélioration du pilier européen connu sous le nom d'Identité Européenne de Sécurité et de Défense (IESD) au sein de l'OTAN.

La France n'avait pas abandonné son but stratégique de minimisation de l'influence des Etats-Unis en Europe, mais étant donné que l'UEO était incapable de supplanter l'OTAN, la France était disposée à coopérer avec l'Alliance. La décision de la France de continuer l'IESD au sein de l'Alliance était la cause principale d'accord général sur les principes de l'IESD au Conseil Ministériel de Berlin de l'OTAN en 1996. Les Ministres des affaires étrangères de l'OTAN ont décidé que le rôle européen serait développé au sein de l'Alliance et que l'IESD reprendrait le développement de capacités européennes « séparables mais non séparées » qui pourraient être mises à disposition pour entreprendre des missions européennes indépendances sous la direction de l'UEO.²⁵

En 1998, au Sommet de l'OTAN du Luxembourg, les Ministres ont salué le progrès dans l'élaboration des accords de l'IESD au sein de l'OTAN, y compris le transfert, le monitoring, le retour ou le rappel des biens et capacités de l'OTAN et le développement d'une structure pour une coopération entre l'OTAN et l'UEO²⁶. L'idée de base reposait sur la matérialisation de l'IESD dans l'amélioration des relations entre l'OTAN et l'UEO, afin que l'UEO puisse conduire des opérations de gestion de crise lorsque l'Alliance dans son ensemble n'est pas engagée

Partie IV - Réalité de l'Europe de la défense

Saint-Malo : une capacité autonome pour l'Europe

Dans un effort surprenant tendant à la réalisation de l'Europe de la défense, en décembre 1998, la France et la Grande Bretagne lors de leur sommet de Saint Malo se sont engagées à travailler ensemble pour créer une structure permettant à l'UE d'avoir une action militaire autonome soit au sein, soit à l'extérieur de l'OTAN en

²⁵ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC Fellowship 1998-2000

²⁶ Ibid

réponse à des situations de crise. Les deux nations ont également exploré la façon de consolider les efforts en matière de recherche et développement, et d'acquisitions, de même qu'en matière de forces militaires pour procurer un soutien efficace à la politique de sécurité commune de l'UE.

Il s'agissait d'une initiative émanant d'un endroit qui n'était normalement pas connu pour être en faveur de l'UE : Londres. C'est là qu'en 1998, seulement un an après avoir opposé son veto à la proposition franco-allemande de donner une dimension de défense à l'UE, que le premier ministre britannique Tony Blair a fait volte face. Il a publiquement critiqué les européens pour leurs lacunes en matière de défense et a suggéré que la façon d'y remédier pour l'Europe serait d'avoir un rôle dans ce domaine.²⁷ C'est tout à fait ce que les Français voulaient entendre après des années de rhétorique anti-européenne de la part des Conservateurs, Margaret Thatcher et John Major, prédécesseurs de Tony Blair. Cela faisait très longtemps que les Français avaient indiqué qu'il fallait que l'Europe fasse montre de sérieux au sujet de la défense et de la politique étrangère.

Cependant, les officiels anglais ont insisté sur le fait que quel que soit le résultat, la relation transatlantique à la base de l'OTAN était au cœur de la sécurité européenne et devait être protégée. Le fait que les Anglais, c'est à dire les alliés les plus proches des Etats-Unis, prennent part à cette initiative, a aidé à modérer la peur initiale à Washington que de tels mouvements affaiblissent le lien transatlantique.

Les Etats-Unis ont considéré cette initiative comme très importante bien qu'exprimant quelques soucis. La réaction du Secrétaire d'Etat Albright a été la suivante : « ce qui s'est passé était très important. Les Européens ont une raison pour rechercher une identité à leur propre défense mais il ne peut s'agir de duplication ou discrimination. C'est une façon pour les Européens de partager le travail de l'OTAN. Cela ne peut pas nuire à l'OTAN parce qu'il s'agit de la plus importante alliance. Mais nous pensons qu'il est très important que les Européens travaillent de cette façon en ce que cela nous aide à partager les fardeau ».²⁸

Cependant, ce développement avait le potentiel pour renverser le progrès réalisé en vue de la matérialisation de l'initiative IESD de l'OTAN. L'initiative franco-britannique a court-circuité la structure coopérative OTAN/UEO/UE sur laquelle

²⁷ Philip Gordon, « Their Own army ? Making European Defense Work », Foreign Affairs (juillet/août 2000)

²⁸ Madeline Albright, Secrétaire d'Etat Américain, remarques lors d'une conférence, OTAN QG 8/12/98

les efforts de développement de l'IESD étaient basés. Les Etats-Unis en ont conclu que l'IESD était maintenant menacée. Ils craignaient que l'IESD soit mal comprise, mal interprétée et mal traitée.²⁹ Saint-Malo avait créé l'impression qui aurait pu peut-être devenir réalité, que la nouvelle alliance seulement européenne était née des cendres de l'ancienne alliance transatlantique.

L'effet Kosovo

Le changement dans la façon de penser du Royaume-Uni à Saint Malo traduisait enfin le fait que les européens ne faisaient pas leur part de travail au sein de l'alliance OTAN toujours dominée par les Etats-Unis et que l'Europe le payait par une perte d'influence politique et d'efficacité militaire. Environ un an avant la guerre de l'OTAN au Kosovo, le premier ministre Blair a commencé à réaliser que si une campagne de l'OTAN était nécessaire au Kosovo, les Européens ne pourraient pas apporter grand chose en dot. Avec des chiffres qui se sont avérés particulièrement précis lors de l'opération des forces alliées une année plus tard, il estimait que les Européens devaient compter sur les Américains à hauteur de 80% pour les missions de combat et pour fournir la logistique clé, le renseignements, et les techniques de communication. Monsieur Blair était encore plus inquiet sur la façon dont l'Europe pourrait gérer les opérations si les Etats-Unis choisissaient de ne pas s'engager. La perspective de la série interminable et complexe de réunions, comités et arrangements non finaliser qu'un tel scénario pourrait entraîner a rendu l'idée d'une opération autonome impensable.³⁰

L'initiative de Saint Malo a été chaleureusement accueillie par les autres partenaires de l'UE pour différentes raisons, allant du désir d'une influence plus importante sur Washington à la volonté de savoir si l'Europe pourrait se défendre seule pour le cas où les Etats-Unis adopteraient une position isolationniste. Nombre de membres de l'UE ont également soutenu l'initiative simplement pour promouvoir une intégration plus avancée, dont ils pensaient qu'elle ne pourrait pas être complète sans une dimension de défense. Ensuite est arrivée la Guerre du Kosovo qui a illustré les carences militaires de l'Europe bien au-delà des discours.

²⁹ Strobe Talbott, Député Secrétaire d'Etats US « A New NATO for a New Era » annone du 10/03/99

³⁰ Philip Gordon, « Their Own army ? Making European Defense Work », Foreign Affairs (juillet/août 2000)

Il était surprenant que le Kosovo entraîne une telle impulsion. C'est parce que si quelque chose avait dû motiver les Européens, c'était bien leur expérience des années précédentes en Bosnie : le désengagement initial des Etats-Unis, suivi par des initiatives unilatérales pour finir avec un négociateur américain dominant mettant les Européens sur la touche et dictant la paix. Cependant, comme indiqué, les Européens ont réagi à la Bosnie non pas par l'initiative de renforcer l'UE en tant qu'alternative de l'OTAN, mais en renouvelant l'engagement européen pour renforcer l'OTAN lui-même.

Mais l'impact du Kosovo a été différent. Cette fois les Européens ont réalisé à quel point les Américains étaient près de ne pas s'impliquer. Et un autre facteur peut-être plus important était la stratégie militaire employée au Kosovo. Les Américains, en raison de leur contribution militaire plus importante, ont dicté presque exclusivement les modalités de la campagne aérienne. Le sentiment de marginalisation de l'Europe, une quasi humiliation du fait de sa dépendance militaire était beaucoup plus important au Kosovo qu'en Bosnie où ses militaires avaient joué un rôle plus significatif.³¹ Après le Kosovo, les Européens ont conclu qu'ils ne devraient plus jamais céder à l'autorité des généraux Américains et à la Maison Blanche.

La Politique Etrangère de Sécurité et de Défense : M. PESC et les tâches de Petersberg

La question du renforcement de l'efficacité de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) n'avait pas été résolue avant la crise du Kosovo qui a révélé les Européens comme étant une fois encore non préparés. Une initiative était en cours depuis le Traité d'Amsterdam de l'UE de 1997 pour renforcer la PESC. Une des innovations du Traité était l'établissement d'un « M. PESC » le Haut Représentant de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (M. Javier Solana), de même que la décision de créer un nouvel organisme de planification en matière de politique étrangère et de défense.³² L'UE semblait près de créer une structure institutionnelle concernant la gestion des affaires PESC.

³¹ Philip Gordon, « Their Own army ? Making European Defense Work », Foreign Affairs (juillet/août 2000)

³² « Assembly of Western European Union. WEU and European Defense : Beyond Amsterdam » rapport du Comité Politique du 15 mars 1999

De plus, de nouveaux éléments du Traité donnaient une image plus claire du futur rôle de l'Union en matière de défense et de sécurité. Le premier concernait l'expression explicite du projet d'intégration de l'UEO dans l'UE, par contraste avec le Traité de Maastricht qui impliquait seulement une telle probabilité. Précisément, le Traité d'Amsterdam mentionne que l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) est une partie intégrante du développement de l'Union. Elle soutient l'Europe en encadrant les aspects de la défense de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune. L'Union va en conséquence entretenir des relations institutionnelles plus étroites avec l'UEO en vue de la possibilité d'intégration de l'UEO dans l'Union.³³

Le second élément a donné une définition plus claire à ce jour de l'objectif futur de la Politique de Défense Commune. L'UE se préoccuperait des missions de Petersberg, tâches humanitaires et de secours, de maintien ou rétablissement de la paix dans le cadre de gestion de crise.

Après le Kosovo, les européens se sont empressés d'annoncer leur souhait politique de développement de leur propre Politique Etrangère de Sécurité et de Défense (PESD). La principale décision prise par le Conseil Européen a été que l'UE soit capable de mener à bien les missions de Petersberg d'une façon autonome sans avoir à se reposer sur l'UEO et qu'elle devrait être à même de conduire les opérations menées par l'UE, soit en utilisant les moyens de l'OTAN, soit sans avoir recours aux moyens et capacités de cette dernière organisation.

A cet effet, le Conseil Européen a déclaré que : « l'union doit avoir une capacité d'action autonome, soutenue par des forces militaires crédibles, les moyens de décider de les utiliser et la disposition de le faire, afin de répondre aux crises internationales sans préjudice des actions menées par l'OTAN ».³⁴ De plus, l'UE s'est engagée à préparer les conditions et les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs. Ceci incluait la définition des modalités de l'inclusion de ces fonctions de l'UEO, nécessaire à l'UE pour remplir ses nouvelles responsabilités en matière de tâches de Petersberg. De plus, dès que ces objectifs seraient fixés avant la fin de l'année 2000, l'UEO en tant qu'organisation aurait rempli son rôle et cesserait d'exister. De plus, l'UE a accepté de nommer Javier Solana, alors Secrétaire

³³ « Assembly of Western European Union. WEU and European Defense : Beyond Amsterdam » rapport du Comité Politique du 15 mars 1999

³⁴ Déclaration du Conseil Européen, Cologne 10/11 décembre 1999

Général de l'OTAN, en tant que Haut Représentant de la Politique Etrangère et de la Sécurité.

Helsinki et « le Headline Goal »

En novembre 1999, les leaders européens ont annoncé leur intention de créer une force d'intervention rapide qui pourrait trouver sa place dans un futur conflit comme celui du Kosovo. A Londres, le premier ministre anglais Tony Blair et le président français Jacques Chirac ont réaffirmé la détermination des deux pays à coopérer pour que l'Europe puisse se préoccuper de ses propres problèmes militaires dans l'éventualité où les Etats-Unis ne seraient pas à même d'apporter leur aide.

Au Sommet d'Helsinki de l'Union Européenne des 10 et 11 décembre 1999, l'UE a définitivement décidé de créer d'ici 2003 une force de réaction rapide de 60.000 hommes qui pourrait être soutenue pendant un an. Ils ont également décidé de développer une capacité de gestion de crise militaire de l'Union. Et bien qu'ils aient reconnu le rôle central de l'OTAN dans la défense collective et la gestion de crise, les Européens ont clairement indiqué que l'UE agirait lorsque l'Alliance n'était pas engagée en tant que telle.³⁵

Un an plus tard, en novembre 2000, l'UE a confirmé son engagement de troupes à Helsinki qui était identifié comme objectif principal, en ajoutant un catalogue de forces qui pourraient être mises à disposition pour une force de réaction rapide à même de gérer éventuellement des crises limitées concernant l'Europe.

Les troupes proviendront principalement de trois pays : Angleterre, France et Allemagne, qui ensemble réunissent près de 40.000 des 60.000 soldats envisagés par les leaders de l'UE. L'Allemagne, pays dont l'armée de terre est la plus importante en Europe contribuera le plus. Elle s'est engagée à mettre à disposition de la force européenne au moins 13.500 soldats et peut-être davantage par la suite. L'Angleterre et la France qui comptent le plus de forces armées mobiles et aguerries en Europe se sont engagées respectivement à environ 12.500 et 12.000 soldats. La contribution des autres pays sera de l'ordre de : Italie et Espagne 6.000 chacune, Pays Bas 5.000, Grèce 3.000, Finlande et Suède 2.000 chacune, Belgique, Irlande et Portugal 1.000 chacune et Luxembourg 500. L'Irlande et certains des

³⁵ « EU Force Takes Shape with Pledge of Troops », International Herald Tribune 20/11/00

pays nordiques y prendront part en dépit de leur longue tradition de neutralité mais le Danemark s'y est opposé et l'Autriche a demandé un moratoire pour considérer son rôle. Aucun des états membres n'a songé à opposer un veto aux forces de l'UE.³⁶

Mais cette disposition n'a pas spécifié le lien exact entre l'UE et l'OTAN, et n'en a pas défini le fonctionnement. L'appréciation des Américains a été : « la PESD, bien menée, peut profiter à tous. Nous avons quelques interrogations : tout d'abord l'OTAN. Il serait stérile, même dangereux de retarder l'action lors d'une crise en raison d'un débat pour savoir qui de l'UE ou de l'OTAN doit diriger. L'OTAN devrait diriger. »³⁷

En revanche, une chose était claire, la France et l'Angleterre n'étaient pas totalement d'accord sur la relation que la future force européenne devrait entretenir avec l'Alliance de l'OTAN. Le Secrétaire de la Défense britannique a indiqué : « ce que nous souhaitons voir est une contribution européenne plus importante à l'OTAN. Je conçois que différents pays aient différents points de vue, mais ce que l'Angleterre va faire sera de négocier activement pour s'assurer tout d'abord que les nations européennes participent activement dans les opérations militaires de l'OTAN mais en même temps, préservent le lien essentiel avec l'OTAN. »³⁸

Mais le Ministre des Affaires Etrangères français, Hubert Védrine, a reconnu que la France était à la tête de certains de ses alliés considérant qu'une force de réaction européenne devait être à même d'opérer de façon totalement autonome, même si elle avait été composée à partir d'unités qui appartenaient précédemment à l'Alliance. Le Président français Jacques Chirac était plus direct lorsqu'il a déclaré : « les Américains n'arrêtaient pas de dire que l'Europe devait en faire davantage pour sa propre défense, alors nous avons finalement dit OK, nous allons le faire. A présent, vous ne devriez pas nous critiquer parce que nous faisons ce que vous vouliez ». Le Ministre français des Affaires Etrangères a ajouté : « Les Etats-Unis doivent faire un choix. Ils ont toujours voulu partager les charges et n'ont jamais réellement souhaité partager les décisions. D'évidence, il existe des réelles questions auxquelles nous devons répondre telles que celle de savoir comment nous

³⁶ « EU Force Takes Shape with Pledge of Troops », International Herald Tribune 20/11/00

³⁷ Thomas Pickering, Sous-secrétaire américain pour les affaires politiques, « A Transatlantic Community for the 21st Century », déclaration du 4 février 2000

³⁸ « Chirac Angers Blair by Backing EU Army », The Daily Telegraph 8/12/00

allons l'organiser pour ne pas interférer avec l'Alliance. Nous sommes conscients de ce que ceci est compliqué. »³⁹

Partie V - Les Etats-Unis et l'Europe de la défense

Les Etats-Unis ont toujours réellement espéré une contribution plus importante de l'Europe à l'effort de défense commune. Mais ceci n'a jamais été dénué de malentendu et contradiction. Les attentes américaines concernaient un effort de la part de l'Europe plus important en termes de troupes et de budget mais il exprimaient toujours des réserves concernant l'augmentation du pouvoir politique de la part de cette même Europe, comme s'il n'existait aucun lien entre influence et pouvoir.

Trois écoles de pensée ⁴⁰

Il existe une variété de tendances dans l'attitude des Etats-Unis face au processus d'intégration européen. L'opinion publique est demeurée très favorable à l'Europe et en particulier aux membres de l'Union Européenne, reflétant l'existence de racines européennes profondes dans la société américaine. La perception de valeurs partagées et la relation avec l'Alliance, entre autres facteurs. Mais les Etats-Unis ont toujours été mal à l'aise au sujet de l'Europe dans le Monde. Pendant la période de la Guerre Froide, les Etats-Unis soutenait le but de coopération européenne en matière économique, politique et de la défense. Cependant, les Etats-Unis n'ont jamais été forcés de faire face directement au projet de la coopération de défense européenne qui pourrait en fait se substituer à ce qui dans le passé était fait par ou par l'intermédiaire de l'OTAN et qui pourrait supplanter les rôles traditionnels USA-Europe au sein de l'Alliance.

Il n'existe de réflexion spécifique sur l'UE et le processus d'intégration européen qu'au sein de l'élite politique. Chez certains experts et officiels, il existe encore une tendance à soutenir l'intégration européenne parce qu'ils pensent que cela réaffirme d'une manière générale les valeurs américaines et bénéficie aux intérêts américains. On peut appeler cela l'école « traditionaliste » située au centre du spectre politique

³⁹ « With a D'on't be Vexed Air, Chirac Assesses US », *New York Times* 7/12/00

⁴⁰ Stanley Sloan, « The United States and European Defense », *Chaillot Papier* 39, Institute for Security Studies, Western European Union (avril 2000)

américain, qui se représente une Europe plus forte permettant une extension de la communauté transatlantique de partage d'intérêts et de coopération. Les traditionalistes ont grandement applaudi les résultats du processus d'intégration européen et ont considéré que c'était là une grande avancée.

Une autre tendance qui peut être appelée l'école des « intérêts nationaux » voit dans l'UE une réponse aux besoins des Etats-Unis pour répondre de façon plus efficace à son calendrier interne. Cette perspective, qui a des racines profondes au sein du débat en faveur du partage des charges, soutient l'objectif de l'UE de prendre davantage de responsabilités pour sa propre sécurité et d'assumer progressivement davantage de charges et de direction au plan international. De leur point de vue, cette solution permettrait aux Etats-Unis de réduire les charges et responsabilités liées à la sécurité internationale. Ces observateurs sont un peu déçus que le processus d'intégration européen ne promette pas à court terme suffisamment d'allègement des charges pour les Etats-Unis et demeurent dubitatifs quant aux capacités de l'Europe. Néanmoins, ils souhaitent une issue qui permettrait aux Etats-Unis de se désengager rapidement du théâtre européen et de se concentrer sur d'autres menaces dans le Monde et sur ses urgences nationales.

Une troisième tendance qui pourrait s'appeler l'école des « intérêts de la sécurité américaine » est sceptique quant au bénéfice de l'intégration européenne pour les Etats-Unis et s'intéresse davantage aux intérêts économiques et politiques américains. Cette tendance a suggéré que les Etats-Unis devraient plus activement défendre leurs intérêts dans le processus d'intégration européen et devraient, si nécessaire, tenter de rompre l'unité de l'Union Européenne si cette dernière devait opérer contre les intérêts américains. Selon cette approche, le processus d'intégration européen, particulièrement en l'absence de menace soviétique active à l'encontre de l'Europe, pourrait avoir des conséquences principalement négatives pour les intérêts américains.

Au cours de la dernière décennie, la politique américaine a reflété l'influence de ces trois perspectives. L'approche traditionnelle dominait toujours la rhétorique de la politique américaine. Le désir de se désengager des charges outre mer est devenu un facteur de plus en plus important dans les attitudes américaines. En même temps, les Etats-Unis ne voient toujours pas de nécessité géopolitique à soutenir l'intégration européenne et ont peur de perdre l'influence américaine sur les aspects de défense européens.

Visions divergentes de la sécurité de l'Europe : France contre les Etats-Unis

Moins d'un mois après que l'Union Européenne ait annoncé la liste de ses forces, le Sommet de l'UE de Nice de décembre 2000 a exposé une fois encore les divergences de vues entre la France et les Etats-Unis. La France a fait fi des avertissements américains consistant à dire que la force de l'UE ne devait pas être séparée de l'OTAN et elle a déclaré que l'Union Européenne allait créer une capacité militaire autonome. La France a refusé de s'engager dans une coopération étroite entre l'OTAN et le planning militaire UE. Selon elle, l'UE pouvait travailler en coordination avec l'OTAN mais elle devait rester indépendante des quartiers généraux de l'OTAN. En reprochant aux Etats-Unis leur crainte que l'OTAN devienne « une relique de l'histoire », la France a suggéré que l'Alliance transatlantique avait été une nécessité lors de la Guerre Froide qui avait aidé le désir de l'Europe d'établir une politique européenne de la sécurité commune.⁴¹

Cette remarque a mis en lumière le principal problème lié à la réalisation de l'Europe de la défense. Parmi tous les problèmes en cause, il s'agit principalement de la direction de l'Europe. La France reste convaincue que l'Europe doit devenir d'une certaine façon comme un grand état et qu'elle devrait, pour des raisons à la fois pratiques et symboliques, être à même d'assumer son pouvoir militaire indépendant de façon effective. La France pense avoir correctement analysé le problème mondial principal qui est un déséquilibre résultant principalement d'une surpuissance des Etats-Unis et de ce que le but devrait être un monde avec plusieurs pôles et qu'une Europe renforcée doit être l'un de ces pôles.⁴² La France aspire à diriger l'Europe et en matière de défense, elle ne peut le faire que si elle peut modérer la domination américaine.

La salade de sigles européenne et les attitudes américaines

Comme si les problèmes divisant les Etats-Unis et l'Europe sur la relation appropriée entre l'OTAN et l'UE n'étaient pas assez compliqués ou contradictoires, l'Europe est également devenue une jungle d'acronymes, compliquant encore davantage la substance des discussions. Les leaders européens

⁴¹ « France Snubs America Over Euro Army », The Daily Telegraph, 7/12/00

⁴² « France Versus the Mighty Americans », The Guardian 8/12/00

ont sous-titré leur initiative « Politique Etrangère de Sécurité et de Défense (PESD) ». Quasiment tous les officiels américains parlaient des efforts de défense européens en employant le terme IESD (Identité Européenne de Sécurité et de Défense).⁴³

Les Etats-Unis ont constamment affirmé qu'ils sont en faveur de l'IESD. Les communiqués de l'Union Européenne ne font aucune allusion à l'IESD. Il est faux de penser que les officiels européens et américains font référence à la même initiative. Ceci est devenu un problème fondamental.

Il faut se souvenir que l'IESD n'est pas seulement un autre nom pour l'initiative de l'UE, mais plutôt un concept différent. L'OTAN a lancé l'Identité Européenne de Sécurité et de Défense pour renforcer les capacités militaires européennes et donner aux Européens un rôle plus important dans l'Alliance. L'IESD était une réponse directe à la première crise des Balkans et une façon de donner à l'Europe un profil plus important dans les opérations de l'OTAN. Malheureusement, l'IESD n'a jamais pris son essor. La plupart des pays européens ont hésité lorsqu'il s'est agi d'engager des sommes d'argent pour la défense et pour la réforme de leurs troupes de l'époque de la Guerre Froide.

Lorsque l'OTAN a lancé sa guerre aérienne contre la Yougoslavie en 1999, les Etats-Unis se sont encore retrouvés dans le rôle familier de leader des opérations militaires et de pays contribuant le plus en matériel. Parmi les 1058 avions de combat de l'OTAN en Yougoslavie, plus des deux tiers – 731 avions – étaient américains.⁴⁴ Les opérations de pacification ultérieures résultaient davantage d'une affaire internationale avec environ 10 à 15% de troupes américaines et le reste venant du Canada, des alliés européens de l'OTAN et des pays aussi lointains que l'Azerbaïdjan et l'Argentine.

Après le Kosovo, les Européens ont renouvelé leurs efforts pour ajouter un muscle militaire à leurs prouesses économiques. Cependant, cette fois la responsabilité en a été laissée à l'Union Européenne. Vraisemblablement, le fait d'être en charge de leurs propres affaires militaires incitera les membres de l'UE à investir dans leurs armées, plutôt que de rester subordonnés à l'OTAN dirigée par les Etats-Unis. L'UE a d'ores et déjà tenté de coordonner les positions de ses membres sur les problèmes de politique étrangère dans le cadre de ses efforts pour améliorer

⁴³ Thomas Valasek, « The Europeans Alphabet Soup », *Weekly Defense Monitor*, 6 Avril 2000

⁴⁴ « Air War Exposed Arms Gap Within NATO », *The Washington Post*, 28 juin 1999

l'intégration européenne et agrandir l'UE. La Politique Etrangère de Sécurité et de Défense (PESD) est une extension.

Néanmoins, les plans de l'UE ont fait grincer des dents aux Etats-Unis. Stephen Larrabee, de Rand Corporation, a résumé les soucis de nombre des établissements de défense américains en indiquant que la nouvelle initiative européenne (PESD) pourrait à terme affaiblir plutôt que renforcer l'OTAN.⁴⁵ D'un autre côté, l'IESD promettait d'accroître les contributions européennes à l'OTAN sans mettre en péril le contrôle américain sur cette organisation. L'utilisation constante de « IESD » au lieu et place de « PESD » par les officiels américains est une façon transatlantique de rappeler constamment que la façon de renforcer les défenses de l'Europe doit se faire par l'intermédiaire de l'OTAN plutôt que par l'UE.

« NATO first » la primauté de l'OTAN ... et les « trois D »

Lors du 50ème anniversaire de l'OTAN au Sommet de Washington (24 avril 1999) et alors que la Guerre du Kosovo était en cours, les Ministres ont approuvé le travail accompli sur les éléments clés de la décision prise précédemment à Berlin de construire l'Identité Européenne de Sécurité et de Défense avec l'Alliance. Ils ont également décidé d'accroître son efficacité en lançant l'Initiative des Capacités de Défense (ICD).⁴⁶ Ainsi, le développement de l'IESD, doublé d'un effort pour améliorer les capacités de défense de l'Europe, devaient présenter l'Alliance comme l'institution préférée pour agir « lorsque c'est possible ».

Parallèlement, ils ont reconnu que l'Alliance (essentiellement les Américains) pourrait ne pas agir. Et dans ces conditions, ils ont accepté de mettre à disposition de l'UEO ou « comme autrement décidé » les moyens et capacités de l'OTAN. Cette dernière expression accompagne tous les communiqués du Sommet de Washington faisant référence à l'IESD, mettant en évidence la confusion existant sur la question de savoir si l'UEO constituait toujours le moyen approprié de développer l'IESD ou non.⁴⁷

⁴⁵ F.Stephen Larrabee « The European Security and Defense Identity (ESDI) and American Interests », rapport au Sénat américain, 9 mars 2000

⁴⁶ Manuel de l'OTAN : édition du 50ème anniversaire, Bureau de l'Information et de la Presse 1999

⁴⁷ Aikatarini Hatjiadoni « The Daedalus European Security », NATO-EAPC fellowship 1998-2000

Pour les Etats-Unis, la marginalisation de l'UEO n'a pas posé de souci particulier car ce qui les intéressait principalement et ce qui les intéresse encore, nonobstant la façon dont les membres européens ont choisi de promouvoir l'IESD, était : ⁴⁸

- 1) de s'assurer que l'Identité Européenne de Sécurité et de Défense serait développée au sein de l'OTAN.
- 2) pour le cas où l'Union Européenne donnerait une nouvelle impulsion à ses efforts pour renforcer sa dimension de sécurité et de défense, d'assurer le rôle d'allié non-membre de l'UE participant à temps plein.
- 3) de convaincre que l'Europe ne devrait pas dépenser ses ressources de défense déjà insuffisantes pour dupliquer des capacités et structures qui existent déjà dans le cadre de l'OTAN.

Madeline Albright a exprimé les réserves des Etats Unis vis-à-vis de l'initiative de l'UE en invoquant les « trois D ». « Nous souhaitons qu'ils partagent le fardeau et nous avons en fait pensé qu'il était important que les Européens aient ce qu'il convient d'appeler une Identité de Défense mais nos divergences pour le moment concernent les problèmes suivants : nous pensons que cette identité de défense européenne devrait se faire au sein de l'OTAN et qu'elle ne devrait pas dupliquer les activités de l'OTAN. Il ne devrait pas y avoir de discrimination à l'encontre de pays qui ne sont pas membres de l'OTAN ou de l'UE et cela ne devrait en aucune façon découpler ou déconnecter les Etats-Unis de l'Europe. Alors nous en sommes à discuter de la façon dont les Européens décrivent leur identité de défense et sur le point de savoir si elle est séparée de l'OTAN ou si elle y est connectée. Mais nous pensons que l'Europe doit supporter sa part de charges et nous sommes d'accord avec ce point, seulement nous ne voulons pas qu'elle duplique ou qu'elle engendre des discriminations ou une découplage. »⁴⁹ En résumé, la théorie des « trois D » est la suivante : « ni duplication, ni discrimination, ni découplage ».

⁴⁸ Aikatarini Hatjiadoniu « The Daedalus European Security », NATO-EAPC fellowship 1998-2000

⁴⁹ Madeline Albright, Secrétaire d'Etat Américain, remarques du 12/11/99

Partie VI - Défis de l'Europe de la défense

Ressentiment mutuel

Le partage du fardeau a fait l'objet de débats en Europe depuis la création de l'OTAN. En 1951, le Général Eisenhower se plaignait de ce que l'Angleterre et la France n'en faisaient pas assez pour se protéger.⁵⁰ La fin de la Guerre Froide a rendu le problème encore plus aigu et les guerres des Balkans l'ont rendu primordial. La question du partage du fardeau revêt à présent une nouvelle dimension. C'était auparavant un problème unilatéral, les Etats-Unis peinant à admettre les coûts de son engagement européen. A présent, le problème principal est de plus en plus le ressentiment de l'Europe vis-à-vis du pouvoir américain.

La source de la plus grande part de satisfaction des Etats-Unis dans leur implication dans les problèmes européens majeurs est en même temps la source de la frustration européenne. Washington a dicté avec succès les termes des questions politiques les plus importantes en Europe depuis plus de 50 ans. Mais ce que les Etats-Unis considèrent comme « leadership » est souvent considéré par les Européens comme « unilatéralisme ». La perception en Europe est que les Etats-Unis pensent qu'ils peuvent s'imposer dans tous les domaines, particulièrement maintenant dans un monde unipolaire.

Tout comme les Européens pensent que les Etats-Unis ont trop d'influence, les Américains pensent que les charges de leurs engagements sont excessives et particulièrement au sein du Congrès américain. Les Etats-Unis se plaignent que les européens se préoccupent trop du processus mais pas assez des résultats, comme les capacités. Les Etats-Unis prétendent que malgré le soutien américain apporté à l'Europe durant le dernier siècle, l'Europe n'est pas réellement préparée à aider les Etats-Unis.⁵¹ Ce ressentiment mutuel a entraîné un déséquilibre dans la relation transatlantique.

⁵⁰ Wesley K. Clark « US Actions Push the EU to its own Military Force », International Herald Tribune, 9/12/00

⁵¹ Philip Gordon, « European Defense – European and American Perceptions » Occasional Papers, Institut des Etudes sur la Sécurité, UEO (juillet 2000)

Réalité ou illusion : capacités et influence.

L'Europe de la défense est la réponse de l'Europe à ce déséquilibre. Qu'elle soit finalement créée sous les auspices de l'IESD (OTAN) ou PESD (UE), le Secrétaire Général de l'OTAN, Lord Robertson a indiqué que les problèmes essentiels de détermination du succès seraient les « capacités, capacités et capacités ». ⁵² Les nations européennes doivent palier leurs lacunes en matière de capacités vis-à-vis des Etats-Unis. Malheureusement, il apparaît que la force européenne va constituer ses troupes et ses matériels à partir de moyens anciens et sur-utilisés. L'Europe est très en retard par rapport aux Etats-Unis en matière de munitions pour les tirs de précision, de capacités de transport stratégique, de hautes technologies, et en matière de satellites, de C3I, commandement, contrôle, communication et renseignements. Aucune annonce d'augmentations substantielles de capacités de défense n'a encore été faite. Il n'y a eu jusqu'à présent aucune augmentation substantielle des budgets de défense dans les pays européens.

Les européens doivent réduire le nombre de forces de combat statiques configurées pour les missions anciennes de la Guerre Froide, et faire en sorte dans le même temps que les forces qui restent soient déployables dans la durée pour des missions lointaines. En contrepartie, ceci signifie une augmentation de la disponibilité et des investissements en matière de projection aérien, des capacités d'évacuation par mer, de logistique, et des capacités de commandement et de contrôle nécessaires pour déplacer et maintenir des forces à distance pour de longues périodes. Etant donné que toutes les crises ne se présenteront pas dans un environnement bénin, les forces européennes doivent également acquérir certaines des capacités de combat sophistiquées que seuls les Etats-Unis et un petit nombre d'alliés possédaient durant la campagne aérienne au Kosovo tels que les munitions pour tir de précision, l'électronique de combat, les engins de surveillance télécommandés. Il serait imprudent pour l'UE et politiquement malsain pour l'OTAN si, dans le cadre d'un conflit, les européens n'étaient équipés que pour des missions de basse intensité, et que les Etats-Unis doivent se préoccuper de la lutte à haute intensité. ⁵³

La réalisation de ces objectifs va nécessiter des ressources. Alors que certaines de ces ressources pourront être trouvées en étudiant les priorités (utilisation plus

⁵² Remarques répétées par l'Ambassadeur des Etats Unis à l'OTAN, Alexander Vershbow dans un discours du 27 septembre 2000

⁵³ Alexander Vershbow, Ambassadeur des USA à l'OTAN dans un discours du 27 septembre 2000

judicieuse des fonds existants), pour nombre de nations européennes, il sera nécessaire d'investir davantage pour la défense. Alors que l'Europe est prospère et en paix, les publics et les parlements risquent fort de ne voir que peu de raisons à l'augmentation des budgets de défense. Cependant, les leaders politiques ont la responsabilité de bien montrer qu'ils sont sérieux quant à la création d'une capacité de défense européenne et un partenariat transatlantique plus équilibré. Créer des nouvelles institutions, de nouveaux comités et organigrammes revient beaucoup moins cher que de mettre en place des nouvelles capacités. Mais les organigrammes ne résolvent pas les crises.

Il est à espérer que la nouvelle force européenne ne sera pas juste une nouvelle extension inefficace d'un ensemble de forces militaires déjà existantes. Un inventaire de base des forces de l'UE au début de l'année comprenait déjà :⁵⁴

1. L'Eurocorps, composé des forces de France, Allemagne, Belgique, Luxembourg et Espagne
2. La Division Multinationale composée de forces du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Belgique et des Pays Bas
3. La Force Amphibie Royaume-Uni / Pays Bas
4. L'Eurofor (Force de Réaction Rapide) composée de formations émanant de France, d'Italie, d'Espagne et du Portugal
5. L'Euromarfor (Force Maritime Européenne) composée d'unités de navires de France, d'Italie, d'Espagne et du Portugal
6. Le Quartier Général des First Corps par l'Allemagne et les Pays Bas
7. La Force Amphibie d'Italie et d'Espagne
8. Le Groupe Aérien Européen composé d'unités de France, d'Italie, du Royaume-Uni et récemment d'Espagne.

C'est une question de volonté politique encore plus qu'une question de moyens. Une réelle volonté politique et non seulement celle des Ministres de la Défense, et est nécessaire si les budgets de défense doivent augmenter. La plupart des Ministres de la Défense devraient se battre pour convaincre de la nécessité de dépenser plus pour le transport aérien militaire et d'autres équipements au motif que l'OTAN en a besoin. Mais si ces dépenses participent de nouvelle initiative européenne de défense, ces dépenses pourront être plus facilement acceptées. En

⁵⁴ Alfredo Chamorro Chapinal « The Security & Defense of Europe in the Twenty-First Century », Rapport de l'OTAN (mai 2000)

conclusion, il ne fait aucun doute que de réelles capacités se traduiraient par une réelle influence.

Qui va diriger l'Europe ?

Le problème de l'Europe reste que les questions de commandement et le type de pouvoir dont l'Europe pourrait jouir ne sont pas résolus dans l'esprit des Européens, ni des Américains. Nombreux sont ceux qui, de part et d'autre de l'Atlantique, ont des craintes concernant le changement d'une relation d'hégémonie en une relation de quasi-égalité entre les Etats-Unis et l'UE.⁵⁵ Les Etats-Unis souhaitent que l'UE construise son propre « pilier » européen de défense, mais n'ont qu'une confiance limitée dans l'aptitude de l'UE à réaliser les propres objectifs de l'Europe. En conséquence, les Etats-Unis souhaitent établir des lignes de conduite et conditions strictes pour l'UE, que cette dernière devrait respecter afin que l'Europe de la défense ne soit pas un échec et n'aggrave pas les choses en ayant affaibli l'OTAN dans le processus. Les conditions incluent : nécessaire intervention d'alliés hors-UE et de discussions sérieuses UE/OTAN ; nécessité de se concentrer avant tout sur une capacité militaire sérieuse ; adoption d'une politique de « NATO first » primauté de l'OTAN sur l'UE pour ce qui est de considérer l'intervention militaire ; concertation sur l'accord « Berlin-plus » (garantie de disponibilité des moyens de l'OTAN (donc des Etats-Unis) pour l'UE plutôt qu'une duplication et aide à la coopération industrielle transatlantique.⁵⁶ Washington espère sincèrement que les européens vont s'engager dans l'Europe de la défense de façon à améliorer plutôt qu'affaiblir l'OTAN. Du point de vue des européens, cependant, ceci est interprété comme le fait que la capacité de défense autonome européenne n'est acceptable aux yeux de Washington que pour autant qu'elle soit réalisée de façon à mettre les intérêts américains au premier plan. Les Européens ont d'ores et déjà accepté la nécessité de dialogue et de coordination entre l'UE et l'OTAN. Cependant, l'insistance américaine pour que l'OTAN prime et ait le droit de veto sur toutes les opérations UE représente la ligne de démarcation entre les Etats-Unis et l'UE. Ceci remet sérieusement en question la légitimité de l'autonomie européenne.

⁵⁵ Jolyon Howorth « European Integration and Defense : The Ultimate Challenge », Chaillot Paper 43, Institut d'Etudes de Sécurité, UEO (novembre 2000)

⁵⁶ Ibid

Confrontation ou coopération : l'Amérique doit choisir.

A ses débuts, sur les problèmes de l'OTAN, la nouvelle administration américaine de George W. Bush a exprimé les mêmes réserves et invoqué les mêmes conditions au sujet de l'Europe de la défense que celles de l'administration précédente. Le Secrétaire de la Défense Ronald Rumsfeld a indiqué aux délégués à la dernière conférence de l'OTAN à Munich en février que « les actions qui pourraient réduire l'efficacité de l'OTAN en semant la confusion, en dupliquant ou perturbant le lien transatlantique ne seraient pas positives ». Le Sénateur John McCain, d'influence importante au sein du congrès, a encore tiré le sonnette d'alarme en indiquant que « les questions fondamentales concernant le futur de l'OTAN sont devant nous. Les problèmes concernent notre existence même en tant qu'Alliance ». Il s'agissait d'un avertissement clair envoyé à l'UE que la politique américaine considère encore l'Europe de la Défense comme une menace à l'OTAN et en conséquence au rôle des Etats-Unis en Europe.⁵⁷

La nouvelle administration des Etats-Unis fait une erreur critique en omettant de reconnaître que la relation transatlantique traditionnelle est déjà effilochée, que le statu quo est intenable et que le lien atlantique peut être préservé seulement si l'Europe et les Etats-Unis se mettent d'accord sur un nouveau partenariat plus équitable. Les Etats-Unis doivent se montrer moins défensifs et avoir davantage confiance dans une défense européenne.

⁵⁷ « Warning Shot on UE Army by White House », The Daily Telegraph, 5/02/01

Conclusion

La construction de la défense européenne est historiquement inévitable et politiquement souhaitable, et elle bénéficiera simultanément à l'Union Européenne et aux Etats-Unis. L'Europe et les Etats-Unis ont besoin d'une relation transatlantique forte définie sur la base du partage des risques, du partage du fardeau, du partage des bénéfices et peut-être de façon plus importante, du partage des prises de décisions.⁵⁸

La volonté politique qui a pris naissance en Europe à l'occasion de l'Europe de la défense est ancienne et depuis le Sommet de Saint Malo elle est devenue considérable. Demeurent cependant nombre de défis quant à sa réalisation et l'Union Européenne a tout à gagner d'un succès de cet effort et tout à perdre d'un échec.⁵⁹

Pour mettre l'Europe sur le chemin du succès, les Etats-Unis doivent régler le problème de son soutien expérimenté à l'Europe de la défense. L'Europe est trop puissante, trop riche, c'est un concurrent commercial et financier trop important des Etats-Unis pour qu'elle demeure subalterne de Washington.⁶⁰ Il n'est pas nécessaire d'essayer de garder l'Europe dans un rôle subalterne. Les européens sont des alliés et des amis. De plus, l'Europe ne fait face à aucune menace grave en choisissant ce moment - qui est le meilleur pour elle depuis la Seconde Guerre Mondiale - pour réaliser son pari de fusion en une force unie.

Il est futile pour les américains d'empêcher l'Union Européenne d'assouvir sa totale souveraineté. De toutes manières, les Etats-Unis ont plus à gagner d'une Europe qui se préoccupe de ses intérêts et qui joue un rôle politique et stratégique plus important dans le monde. Les américains reconnaissent certainement que la relation transatlantique ne peut pas rester la même. Les Etats-Unis peuvent même aider l'UE en se servant de leur influence pour épauler l'initiative européenne. Sans aucun doute, cela permettrait d'aider les capitales européennes qui restent partagées quant à leur futur. Les Etats-Unis d'Amérique doivent soutenir l'Europe de la défense et il ne doit pas s'agir d'un engagement ponctué de conditions,

⁵⁸ Wesley K.Clark « US Actions Push the EU to its own Military Force », International Herald Tribune, 9/12/00

⁵⁹ Jolyon Howorth « European Integration and Defense : The Ultimate Challenge », Chaillot Paper 43, Institut d'Etudes sur la Sécurité, UEO (novembre 2000)

⁶⁰ William Pfaff, « For Sovereignty Europe Must Have Its Own Defense », International Herald Tribune, (30/05/00)

d'avertissements ou de liens. Au contraire, ce soutien doit être sans réserve dans le cadre d'une totale confiance et d'une acceptation de l'Europe, qui sera finalement un allié égal et un véritable partenaire. A terme, les Etats Unis en retireront plus de sécurité.

L'Europe de la défense

Bibliographie

Ouvrages

Heisbourg François. European Defence: Making it Work: Chaillot Paper 42, Institute for Security Studies, Western European Union, Paris, September 2000

Howorth, Jolyon. European Integration and Defence: The Ultimate Challenge?. Chaillot Paper 43, Institute for Security Studies, Western European Union, Paris, November 2000

Lindley-French, Julian. European Défense – La Défense Européenne: Perceptions Croisées Européennes et Américaines, Occasional Papers 17, Institute for Security Studies, Western European Union, Paris, July 2000

Sloan, Stanley R. The United States and European Defence, Chaillot Paper 39, Institute for Security Studies, Western European Union, Paris, April 2000

Articles, Dossiers de Presse

Black, Ian. “Chirac Widens Split on Defence” The Guardian, 12 December 2000

Black, Ian. “French Reignite Row with NATO” The Guardian, 14 December 2000

Bonnart, Frederick. “Rumsfeld Debuts on NATO Issues” International Herald Tribune, 3 February 2001

Castle, Stephen. “Historic Bid to Merge Europe’s Armies into United Force” The Independent, 20 November 2000

Clark, Wesley K. (Former SACEUR) “U.S. Actions Push the EU to Its Own Military Force” International Herald Tribune, 9 December 2000

Fitchett, Joseph. “EU Force Takes Shape with Pledge of Troops” International Herald Tribune, 20 November 2000

Fitchett, Joseph. “U.S. Wake-up Call on Defense Puts Strain on EU” International Herald Tribune, 7 December 2000

Gordon, Philip H. “Their Own Army? Making European Defense Work” Foreign Affairs, July/August 2000

Graff, James. “Ready, Aim...React” Time, 4 December 2000

Harden, Toby. "Warning Shot on EU Army by White House" The Daily Telegraph, 5 February 2001

Hojberg, Anne-Else. "The European Security Structure: A Plethora of Organizations?" NATO Review, November 1995

Hulsman, John C. "A Grand Bargain with Europe: Preserving NATO for the 21st Century", The Heritage Foundation Backgrounder, 17 April 2000

La Guardia, Anton. "America Tries to Stop EU Going it Alone on Defense" The Daily Telegraph, 16 December 2000

La Guardia, Anton. "France Snubs America Over Euro Army" The Daily Telegraph, 7 December 2000

Nicoli, Alexander. "U.S. Cautions Europe Over Proposals for Force Outside NATO" Financial Times, 5 February 2001

Peel, Quintin. "EU to Offer Pledge to U.S. on NATO" Financial Times, 8 December 2000

Pfaff, William. "For Sovereignty, Europe Must Have Its Own Defense" International Herald Tribune, 30 May 2000

Pfaff, William. "NATO: Obfuscation in Washington and Hypocrisy in Europe" International Herald Tribune, 12 December 2000

Podesta, Guido. "NATO and the European Union: Hand in Hand" Regard Européen, December 1999

Raphael, Therese. "Europe's New Force: Fish or Foul?" The Wall Street Journal Europe, 22 November 2000

Valasek, Tomas. "The European Alphabet Soup", Weekly Defense Monitor, 6 April 2000

Woollacott, Martin. "France Versus the Mighty Americans" The Guardian, 8 December 2000

"Cohen Warns Europe that NATO Could Become 'Relic'" International Herald Tribune, 6 December 2000

"Europe's Defense and the U.S." Financial Times, 28 December 2000

"With a Don't Be Vexed Air, Chirac Assesses U.S." New York Times, 20 November 2000

Rapports d'Hommes Politiques et d'Etudes

Cohen, William S. (U.S. Secretary of Defense) "The Future of NATO-EU Relationship"
Remarks at NATO Informal Defense Ministerial, 10 October 2000

Kramer, Frank. (U.S. Assistant Secretary of Defense), "NATO-EU Defense Planning"
Transcript of Department of Defense News Briefing, 18 October 2000

Richard, Alain. (Ministre de la Defense) "L'Europe de la Defense" Defense National, Janvier 2001

Vershbow, Alexander (U.S. Ambassador to NATO) "U.S., NATO, European Partnership" Remarks 27 September 2000

Chapinal, Alfredo Chamorro, The Security & Defense of Europe in the Twenty-First Century (NATO, WEU, OSCE), NATO Fellowship May 2000

Hatjiadoniu Aikatarini. The Daedalus European Security: The Interactions of NATO, EU, WEU, NATO Fellowship 1998-2000

Heuven, Marten van and Treverton, Gregory F. "Europe and America: How will the United States Adjust to the New Partnership" RAND Issue Paper, 1998

Larrabee, F. Stephen. "The European Security and Defense Identity (ESDI) and American Interests" Testimony to the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 9 March 2000

Rapports Institutionnels

La Politique Étrangère et de Sécurité Commune de L'Union Européenne, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1996

Rapport de la Présidence sur la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, Brussels, 4 December 2000

The NATO Handbook, Office of Information and Press, Brussels Belgium, 1998